

École : projet contre projet la droite battue, battons ses idées

LA DÉFAITE DE LA DROITE AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES APPELLE DES SUITES. DANS LA RUE POUR L'EMPLOI ENSEIGNANT ET LES SALAIRES, NECESSAIRES POUR AMÉLIORER L'ÉCOLE. DES SUITES EN RÉGIONS CONTRE LES MENACES SUR LE LYCÉE. DES SUITES PARTOUT POUR UNE NOUVELLE PHASE DE DÉMOCRATISATION SCOLAIRE.

Nos élus régionaux pour rispoter

Ensemble, nous avons infligé une première défaite à la droite. Les ministres candidats ont été sanctionnés, notamment Péresse qui voulait appliquer la même logique à la région qu'aux universités.

Les communistes, élus dans le cadre du Front de gauche, agiront pour que la région devienne enfin une base de riposte à la droite, prenne un tournant sans ambiguïté avec le libéralisme. Pour une région avec un vrai pouvoir d'action local (transport, restauration, gratuité des manuels...) et une tribune d'une politique nationale alternative et de progrès. En commençant par s'opposer à la dénationalisation de l'éducation. Dans la négociation de la carte des formations, la région peut agir pour l'égalité des conditions d'études sur tout le territoire et pour prioriser les établissements au public populaire.

Contre les inégalités entre établissements du "Grand Paris"

La droite a échoué à faire des régions le relai de sa politique nationale. Il faut maintenant battre sa politique. Car elle ne se contente pas de casser l'école publique. Elle construit une autre école, inégalitaire et manipulée.

Présentées séparément, des réformes similaires touchent tout le système scolaire. Péresse regroupe les Universités franciliennes en trois pôles. Chatel regroupe en un réseau des lycées "autonomes". Et le projet d'EPEP (établissements publics locaux d'enseignements primaires) veut regrouper les écoles élémentaires en établissements "autonomes".

Cette soi-disant "autonomie" signifie la baisse des financements nationaux. Ces établissements devraient embaucher directement les profs ou les faire embaucher par les régions et les villes sur statuts précaires. La richesse des disciplines enseignées dépendrait alors des possibilités locales : une bonne école dans les zones riches, la pénurie ailleurs.

Sans la carte scolaire, les établissements seraient en concurrence pour se chiper les meilleurs élèves, c'est la fin des objectifs égaux entre établissements. Il ne faut pas croire que chacun "choisira" son établissement : un enfant n'est plus assuré d'une place dans l'établissement près de chez soi (temps de transport augmenté, nombre d'élèves par classe accru, ségrégation scolaire, inégalités).

La logique réelle du « Grand Paris », c'est mettre les moyens sur quelques établissements (surtout chez les riches) pour développer ce que les capitalistes jugent utile, pour conduire une partie des jeunes à un sous bac+3 à moindre coût ; et sacrifier les autres jeunes qui n'ont qu'à se tourner vers les cours privés s'ils peuvent payer.

C'est du gâchis pour la société. Il faut développer une qualité de l'éducation jusqu'au bout, dans toute la région et dans tout le pays, grâce au service public d'éducation nationale, pour que chaque jeune ait de bonnes conditions d'études lui permettant s'il le souhaite de continuer à se former.

Nos élus feront tout pour refuser cette dénationalisation. Des profs hors de la précarité, c'est une condition pour qu'ils se consacrent à leurs élèves. C'est à l'État d'assurer l'égalité des conditions pédagogiques partout.



PCF

Parti communiste français

Savoirs : des choix de société opposés

Priorité au service public laïque

Pour la première fois le nombre de postes au recrutement est plus grand dans le privé que dans le public! Et ce, financé par les fonds publics ! Renversons les priorités. Les régions doivent enfin faire pression sur l'Etat à ce sujet.

« Sécurité » des établissements...

Aucun portique et aucune mesure répressive ne remplaceront la présence d'adultes en nombre suffisant auprès des élèves. Comment l'école serait perçue comme un espace différent, hors de la violence de la société, tant que s'accroîtra la violence des conditions inégales d'études, et le mépris pour l'éducation, donc pour la jeunesse ?

Au lycée, les nouveaux programmes de SES sont révélateurs du détournement idéologique de l'école. Quasi suppression des sciences sociales pour éviter la réflexion sur la société. Réduction de l'économie à des « outils » applicables qui découlent des conceptions libérales. C'est la suite logique des tentatives de manipulation idéologique (soi-disant côtés positifs de l'esclavage, imposition en Lettres des mémoires partisans de De Gaulle, etc.)

Utile pour les hommes : contre l'utilitarisme patronal

De la maternelle à l'université, dans le droit fil de la Stratégie de Lisbonne, les réformes biaisent la conception des savoirs à transmettre : une conception qui réduit le savoir enseigné à ce que les patrons croient utile au futur salarié pour « produire plus » sans avoir à comprendre ce qui est en jeu dans le travail, sans esprit critique ; des savoirs soi-disant « généraux », mais épars, déconnectés des disciplines qui les ont créés et qui permettent donc de les maîtriser, de les questionner, de les critiquer. Des savoirs présentés comme des « techniques » et des « outils » privés du pouvoir de penser qu'ils peuvent procurer.

Cela fait écho au dénigrement des démarches d'interrogation en sciences et au mépris de la philo, à la « professionnalisation » des lettres via le nouvel enseignement d'exploration « littérature et société »... Menaces encore sur l'EPS : le développement intellectuel et physique de chaque jeune n'est pas au programme du gouvernement.

La réforme du socle commun, en primaire et collège, limite les uns à appliquer les savoirs minimaux, tandis que d'autres, en plus du socle, auront droit à comprendre. Et V. Pécresse veut appliquer les mêmes logiques à l'université. Avec des sous-Licences généralistes focalisées sur la production d'employés de bureaux possédant des outils (rédaction de notes, etc.) et ne livrant pas des clés de lectures de ce qui se joue dans le travail, ne préparant pas à poursuivre au-delà, ne formant pas à la recherche.

Une réforme opposée, d'égalité et d'émancipation intellectuelle, est nécessaire, privilégiant une autre utilité des savoirs et de la culture : utiles au développement humain, car ils procurent le pouvoir de mieux comprendre le monde, de se faire son propre avis. Pour que les savoirs soient ainsi utiles, il faut qu'ils soient libérés d'un utilitarisme restreint. Dans une société où au cours d'une vie chacun verra évoluer les savoirs présents dans son activité, la jeunesse a besoin d'une compréhension plus grande, pas d'exécution docile. Voilà l'école de l'avenir !

Les conditions pour réorienter l'école

Cela implique des choix politiques, pédagogiques et financiers, pour des programmes ambitieux maîtrisés par tous les élèves. Plutôt que la suppression de la formation d'enseignants, il faut la rénover pour que les profs maîtrisent mieux les savoirs et la pédagogie.

Finançons dans la durée un plan de lutte contre les inégalités : réinvestissement dans la recherche en éducation ; soutien aux établissements qui en ont le plus besoin ; la difficulté scolaire doit être traitée dans l'école et non en dehors.

Une réforme de progrès passe par la recréation des postes supprimés et en plus, en 5 ans, le pré-recrutement chez les étudiants de 150.000 enseignants (fonctionnaires d'État pour viser les mêmes objectifs partout, et pour qu'ils soient à l'abri de la précarité afin de se consacrer aux élèves). L'argent offert aux spéculateurs pour les protéger de la crise prouve que l'argent existe pour une autre utilisation.

Il nous faut promouvoir une telle politique nationale alternative et de progrès, une politique qui donnerait à la jeunesse de ce pays confiance en elle-même et dans l'avenir.

Le Parti communiste au coeur des rassemblements populaires et citoyens

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse euros (chèque à : Association de financement du PCF)

Prénom et nom :

Adresse :

Téléphone :

Mail :

Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : pcf@pcf.fr - W : www.pcf.fr